



Le temps des récoltes



Rapport annuel
2016



Rapport annuel 2016 de l'IICA

L'agriculture, une opportunité de développement dans les Amériques

Mars, 2017

Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), 2017

















Le Rapport annuel 2016 de l'[IICA](#) se trouve sous licence [Creative Commons Attribution-CompartirIgual 3.0 IGO](#).

Disponible en format PDF sur www.ica.int.

ISBN 978-92-9248-674-7

L'Institut encourage une utilisation légitime de ce document, qui ne doit être cité qu'à bon escient, le cas échéant.

Sommaire

MESSAGE DU DIRECTEUR GENERAL	V
NOTE DE SYNTHÈSE	VIII
CONCERNANT L'IICA	1
PRINCIPAUX RESULTATS EN 2016	3
 POLITIQUES PUBLIQUES ET CADRES INSTITUTIONNELS	4
 INNOVATION TECHNOLOGIQUE ET INSTITUTIONNELLE	5
 SANTE AGRICOLE ET SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS (SAIA)	8
 DEVELOPPEMENT COMMERCIAL ET ASSOCIATIF DES CHAINES	11
 GESTION SOCIALE DES TERRITOIRES	13
 COMPETENCE EN MATIERE DE GESTION INTEGREE DE L'EAU ET D'UTILISATION DURABLE DE LA TERRE	16
 ADAPTATION DE L'AGRICULTURE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES, ATTENUATION DE LEURS EFFETS ET GESTION DES RISQUES	17
 SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE	19
 DIMINUTION DES PERTES DE DENREES ALIMENTAIRES	19
 UTILISATION DES ESPECES AUTOCHTONES	20
 CREATION DE LIENS ET PARTICIPATION AUX REUNIONS INTERNATIONALES	21
 UNE AGRICULTURE INTENSIVE EN SAVOIR	22
GOVERNANCE ET REUNIONS OFFICIELLES	24
 COMITE EXECUTIF (CE)	24
 REUNIONS OFFICIELLES TENUES EN 2016	24
PRINCIPAUX RESULTATS DE LA GESTION INSTITUTIONNELLE	25
ANNEXES	28
LISTE DE PROJETS DU FONDS DE PARTICIPATION DE L'IICA POUR LA COOPERATION TECHNIQUE (FONCT) EXECUTES EN 2016	28
ACTIONS A REACTION RAPIDE EXECUTEES EN 2016	29
PRODUITS DU SAVOIR DE L'IICA	31
NOMBRE DE BOURSIERS QUI SUIVENT DES ETUDES DE MAITRISE ET DE DOCTORAT DANS LES UNIVERSITES MEXICAINES DANS LE CADRE DU PROGRAMME DES 100 BOURSES CONACYT-IICA (PROMOTION 2016)	32
SIGLES	33

Message du Directeur général

L'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) va bientôt fêter les 75 ans d'une existence consacrée à soutenir les efforts de ses pays membres pour atteindre le développement agricole et le bien-être rural.

Deux facteurs principaux expliquent la longévité et le succès de l'Institut : d'une part les pays qui en font partie sont convaincus que la coopération technique internationale est un outil extrêmement important pour compléter et augmenter leurs capacités individuelles, et d'autre part, l'IICA a une capacité d'adaptation permanente qui lui permet de répondre, de la meilleure façon possible, aux besoins de ses États membres pour les aider à relever les défis d'une agriculture continentale toujours dynamique et changeante.

Ce sont les pays des Amériques qui, en permanence, fixent l'orientation et les priorités de la coopération technique que leur offre l'Institut qui, à son tour est dans l'obligation de remplir ces mandats. Cette responsabilité partagée se reflète, au sein des pays, dans les 34 stratégies de l'IICA, élaborées conjointement. Toutes les actions qui y sont envisagées sont axées sur le développement d'une agriculture productive, compétitive, inclusive et durable, car ce n'est qu'ainsi que les pays seront en mesure de produire des aliments et autres sous-produits ainsi que les avantages dont le secteur agricole a besoin.

Selon plusieurs études, notre continent a le potentiel de devenir le principal producteur d'aliments d'origine agricole du monde. Pour tirer parti de ce potentiel, nous devons transformer la façon de produire, afin d'être plus efficaces tout en maintenant notre engagement social et environnemental en accord avec les principes de la coopération internationale.

Au cours de ces dernières décennies, le processus de mondialisation a mis à jour de nouvelles opportunités de développement de l'agriculture, dont nous avons su tirer parti en tant que région. Nous avons ouvert de nouvelles voies qui ne devront plus jamais être refermées, car les conséquences en seraient terribles pour les millions de producteurs de tout le continent américain. Il nous faut, bien au contraire, consolider la coopération nord-sud et sud-sud, le développement et le renforcement des capacités, la gestion du savoir et l'inclusion sociale.

Le comportement économique du secteur agricole a montré qu'il jouit d'un fort degré de résilience. De fait, il a souvent été capable de grandir et d'être un pilier pour le bien-être de millions de personnes, y compris pendant les années d'instabilité économique, comme celles que nous venons de vivre. Néanmoins, pour que le secteur continue de jouer un rôle déterminant pour le développement, les gouvernements des pays doivent lui offrir tout l'appui possible afin que, loin des scènes de conflit, l'agriculture continue d'entretenir ce terrain fertile de coopération technique et de collaboration entre nos peuples.

Les défis du secteur agricole, signalés par les ministres de l'Agriculture depuis déjà sept ans, sont au nombre de quatre et ils persistent : a) augmenter la productivité, b) accroître l'adaptation du secteur aux effets des changements climatiques, c) diminuer la pauvreté et les inégalités et d) parvenir à la sécurité alimentaire. Pour relever ces défis, il est toujours indispensable que tous les acteurs nationaux et internationaux concernés continuent d'œuvrer ensemble.

L'Institut centre ses actions sur la production de biens publics internationaux, dont l'objectif est de contribuer aux efforts déployés individuellement et conjointement par les pays. En 2016, nous avons été en mesure de consolider notre modèle de coopération fondé sur l'obtention de résultats, grâce à la coordination de 12 mécanismes d'intégration régionale et au développement de 5 projets continentaux, 12 projets multinationaux et 31 actions à réaction rapide. Nous avons aussi exécuté 208 projets financés par des ressources externes, d'une valeur proche de 110 millions d'USD.

Ces projets et actions nous ont permis de renforcer les capacités des institutions publiques en matière de formulation et d'application de politiques et de stratégies agricoles ; de modernisation des services de recherche, de vulgarisation, de santé agricole et de commercialisation ; de soutien de l'agriculture familiale ; d'amélioration de l'articulation des chaînes de production ; d'augmentation de la résilience, de la santé et de l'accès aux marchés pour la production agricole ; de garantie de plus d'opportunités de développement pour ceux qui en ont eu le moins ; et de promotion de l'aménagement du territoire, de l'innovation et de la durabilité, comme voie principale vers l'amélioration de la production du secteur agricole et du bien-être de ses acteurs.

Présenter un rapport annuel du travail réalisé par l'IICA, c'est plus qu'un engagement de transparence et de responsabilisation ; c'est aussi un moyen de reconnaître les progrès de nos États membres pour le bien de leurs peuples. Les succès qu'ils ont atteints grâce à la contribution offerte par l'Institut leur permettent d'entretenir la confiance en une organisation qui leur appartient de fait. Ce rapport, *Tiempos de cosecha*, est ainsi intitulé car il fait allusion aux succès atteints grâce au modèle de coopération technique fondé sur les résultats, que l'Institut applique depuis 2014.

Ce rapport 2016 est tout particulièrement important pour moi, car c'est le dernier que je présente dans le cadre du mandat qui m'a été donné de diriger l'Institut pendant huit années.

C'est le moment de la réflexion et des remerciements. La réflexion revient aux États membres eux-mêmes, et porte sur l'avenir de l'Institut, car il est nécessaire de le consolider techniquement et financièrement, afin qu'il parvienne à remplir sa mission et à relever les défis complexes de l'avenir de l'agriculture continentale. Pour ma part, je tiens à remercier les pays membres de l'IICA, qui m'ont permis de conduire les travaux d'un groupe exceptionnel d'experts engagés dans les objectifs nobles de l'Institut et capables de produire des résultats, malgré les limitations sérieuses

auxquelles nous nous heurtons. C'est grâce à cela que nous avons été en mesure de répondre à la confiance qui nous a été faite.

Ce rapport est le récit de ces résultats et d'une histoire que nous allons continuer de construire tout au long de la nouvelle époque que nous allons vivre.

Víctor M. Villalobos
Directeur général

Note de synthèse

En 2016, l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) a consolidé la mise en œuvre de son modèle de coopération axé sur les résultats, grâce à l'exécution de cinq projets continentaux, de 12 projets multinationaux, de 12 mécanismes d'intégration régionale et de 31 actions à réaction rapide. Cet ensemble d'initiatives a été complété par 208 projets financés à l'aide de ressources externes, dont le montant s'est élevé à près de 110 millions d'USD.

Les principaux objectifs de ces projets et actions ont été les suivants : a) renforcer les capacités des institutions publiques en vue de formuler et d'appliquer des politiques et des stratégies pour l'agriculture et la vie des campagnes et pour encourager la modernisation des services de recherche, la vulgarisation, la santé agricole et la commercialisation ; b) améliorer les capacités organisationnelles et individuelles en matière d'articulation des chaînes, de résilience, de santé agricole, d'inclusion et d'accès aux marchés ; et c) promouvoir l'innovation, en mettant l'accent sur les technologies associées aux systèmes de production, à l'industrie agroalimentaire, aux énergies renouvelables, à la collecte de l'eau, à l'emballage, à la gestion des gaz à effet de serre et à l'amélioration des graines, entre autres.

Les principaux résultats obtenus grâce à l'exécution de ce portefeuille de projets ont été les suivants :

- **Des chaînes agricoles plus compétitives** : Plus de 3500 personnes concernées par plusieurs chaînes (noix de cajou, café, cacao, fleurs, volailles, légumes, viandes bovine et ovine, chèvres, patate douce, produits de la ruche, bambou, maïs et sucre) dans 20 pays, ont amélioré leurs capacités d'accès aux marchés, d'ajout de valeur à leurs produits, de consolidation des associations, de création de nouvelles affaires et d'innovation.
- **L'agriculture familiale voit ses opportunités accrues** : le Honduras, le Pérou, la Colombie, le Paraguay et le Venezuela ont reçu des propositions de politiques en vue d'améliorer le rendement de l'agriculture familiale (AF), tandis que le Chili, le Paraguay et le Guatemala augmentaient les capacités de leurs services de vulgarisation pour l'AF.
- **L'inclusion sociale dans les zones rurales** : Neuf pays disposent de plans d'aménagement du territoire ou d'instances de coordination qui favorisent l'insertion économique, sociale et politique des groupes vulnérables dans les zones rurales, comme Esmeraldas (en Équateur), Manpoliza (au Guatemala), Cariri (au Brésil) et Marowijne (au Guyana).
- **Des systèmes agroalimentaires plus résilients** : 450 techniciens de 65 institutions ont été formés à la mise en œuvre de plans qui intègrent la gestion des changements climatiques dans les programmes agricoles, tandis que 60 autres ont suivi une formation en cartographie des risques. Trois plateformes,

au moins, fonctionnent au bénéfice des pays membres de l'IICA, pour l'échange de connaissances en matière de climat, d'assurances, de sol et d'eau.

- **Santé agricole :** Des évaluations ont été réalisées en temps opportun sur l'état des ravageurs et des maladies avérées ou potentielles, comme les mollusques (Région andine), la rouille du caféier (Amérique Centrale et Jamaïque), la mouche de la carambole (Guyana et Surinam) et le *Huanglongbing* (Argentine). Des stratégies ont également été mises au point afin de renforcer les services phyto et zoo sanitaires ; nous avons collaboré à la formation des fonctionnaires afin qu'ils participent à des réunions internationales et favorisé la compréhension des cadres juridiques, notamment de la Loi de modernisation de l'innocuité des aliments (FSMA) des États-Unis, qui permettent un commerce plus fluide entre pays exportateurs.
- **Diminution des pertes alimentaires :** La remise à jour et l'application d'outils d'analyse des chaînes agroalimentaires, comme la méthodologie MECA, sont un premier pas pour que les pays membres créent des stratégies en vue de diminuer les pertes après récolte et améliorent l'efficacité de leurs chaînes.
- **Participation à des événements mondiaux et régionaux :** L'IICA contribue à former les représentants des institutions nationales afin qu'ils puissent participer efficacement aux réunions internationales ou régionales sur les changements climatiques, la santé agricole, la sécurité sanitaire des aliments et le commerce, entre autres, ainsi qu'à la diffusion opportune de l'information avant ces événements.
- **Gestion du savoir :** Plus de 700 programmes de formation ont permis d'augmenter les compétences de 51 750 personnes et d'assurer un échange de connaissances sur divers thèmes : *Codex Alimentarius*, bonnes pratiques agricoles, adaptation aux changements climatiques, gestion de l'eau, utilisation des terres, énergies renouvelables, innocuité des aliments, gestion des risques, associativité, financement et liens avec les marchés, entre autres. En outre, 244 boursiers de 18 nationalités suivent des études de maîtrise et de doctorat dans des universités mexicaines, grâce au Programme, souscrit par le Conseil national de science et de technologie (CONACYT) du Mexique et l'IICA, pour la promotion des capacités afin de favoriser le développement de l'agriculture des Amériques.

L'IICA offre une grande partie de sa coopération au moyen d'initiatives conjointes avec d'importants partenaires stratégiques, comme le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Centre agronomique tropical de recherche et d'enseignement (CATIE), le Programme mondial des aliments (PMA), le Centre de recherche agronomique pour le développement (CIRAD) de France, l'Institut de recherche et de développement agricole des Caraïbes (CARDI), la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) et l'Agence de coopération internationale du Japon (JICA), entre autres organismes internationaux et bailleurs de fonds. Ces efforts,

jointes à ceux que nous déployons auprès des ministères, des instituts de recherche et des universités nationales, nous permettent de remplir notre mission qui est d'appuyer les pays membres afin qu'ils réussissent le développement de leur agriculture et assurent le bien-être dans les zones rurales.

Concernant l'IICA

Une histoire de transformation agricole et rurale s'est amorcée il y a 75 ans, au moment de la création de l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) en tant qu'organisme spécialisé du Système interaméricain destiné à *"stimuler, promouvoir et appuyer les efforts que déploient les États membres en vue d'assurer le développement agricole de leur pays et le bien-être de leurs populations rurales grâce à une coopération technique internationale d'excellence"*.

La responsabilité de fournir des services de coopération technique axés sur les résultats nous oriente vers une aspiration ultime :

"atteindre une agriculture interaméricaine compétitive, inclusive et durable qui alimente le continent et le monde, tout en créant des opportunités de diminuer la faim et la pauvreté chez les producteurs et les habitants des territoires ruraux".

Nos services et nos produits, qui bénéficient aux 34 pays membres que nous représentons, favorisent la consolidation des institutions publiques, l'élaboration de propositions de politiques modernes, des projets et actions concrets visant à améliorer la productivité de l'agriculture, de meilleures opportunités commerciales pour les chaînes agricoles, des plans de développement inclusif dans les territoires ruraux, la gestion du savoir et la formation de talent humain plus spécialisé.

En résumé, le travail de l'IICA prévoit onze contributions dans ses pays membres :

1. Renforcement des capacités des États membres à l'échelon national, régional, plurinational et continental afin de mettre au point des politiques publiques et des cadres institutionnels qui améliorent la productivité et la compétitivité de l'agriculture, la gestion des territoires ruraux, l'adaptation aux changements climatiques, l'atténuation de leurs effets et la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
2. Mise en œuvre, par le biais d'institutions publiques et privées, de processus d'innovation technologique, institutionnelle et commerciale visant à accroître la productivité et la compétitivité de l'agriculture, ainsi que la production de denrées alimentaires de première nécessité d'une haute qualité nutritionnelle.
3. Accroissement des capacités des secteurs public et privé d'assurer la santé agricole et la sécurité sanitaire des aliments et, par conséquent, l'amélioration de la productivité, de la compétitivité et de la sécurité alimentaire.
4. Renforcement des capacités entrepreneuriales et associatives des différents secteurs des chaînes agricoles.
5. Consolidation des capacités des acteurs des zones rurales, notamment de ceux de l'agriculture familiale, en matière de gestion sociale territoriale, afin d'améliorer la sécurité alimentaire et le bien-être dans les zones rurales.

6. Développement des capacités des acteurs des chaînes agricoles et des zones rurales en matière de gestion intégrée de l'eau et d'utilisation durable du sol pour l'agriculture.
7. Augmentation de la capacité des institutions publiques et privées pour encourager et mettre en œuvre des mesures d'adaptation de l'agriculture aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets ainsi que pour accélérer la gestion intégrale des risques dans l'agriculture.
8. Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des programmes de sécurité alimentaire et nutritionnelle des États membres.
9. Meilleure utilisation des espèces autochtones, des cultures prometteuses et des ressources génétiques locales qui ont un potentiel alimentaire pour les producteurs et les consommateurs.
10. Renforcement des capacités institutionnelles afin de diminuer les pertes alimentaires et de matières premières tout au long des chaînes agricoles.
11. Consolidation des capacités de création de liens et de participation des États membres aux réunions internationales et autres mécanismes d'échange de connaissances et de mobilisation de ressources pertinentes pour l'agriculture interaméricaine.

Le siège de l'IICA se trouve à San José, au Costa Rica. Il compte également un réseau de représentations dans les capitales de chacun de ses pays membres et un Bureau permanent en Espagne. Son directeur général est actuellement le Dr Víctor Villalobos qui dirige une équipe de plus de 300 professionnels de tous les pays des Amériques.

Principaux résultats en 2016

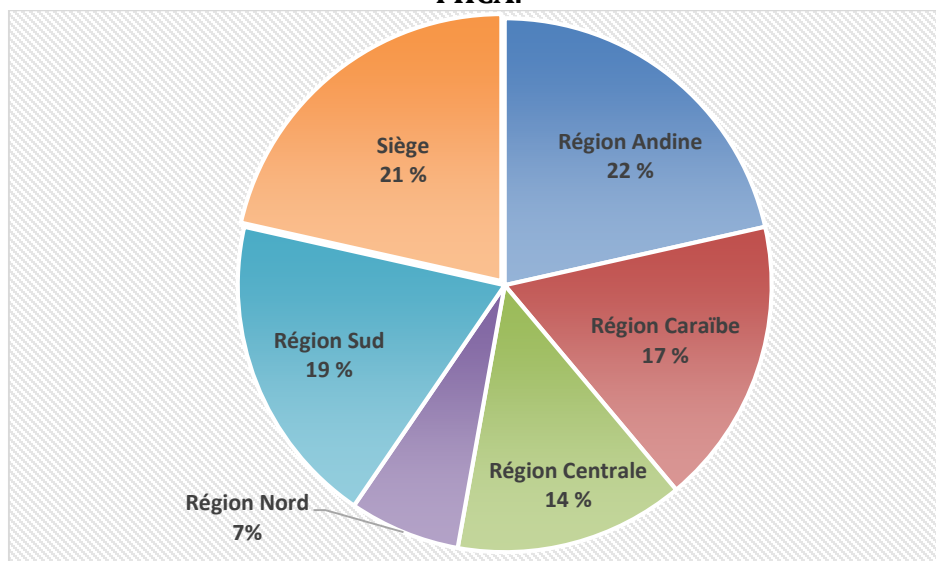
Grâce à un dialogue permanent avec les États membres, attesté par les 34 stratégies de l'IICA dans les pays et par le programme de coopération internationale axé sur les résultats, en 2016 l'Institut a œuvré dans ses pays membres grâce à 59 instruments financés par des ressources de l'IICA et à 208 initiatives¹ financées par des ressources externes.

Les ressources propres ont permis d'œuvrer de manière coordonnée, au moyen de cinq projets phares à portée continentale, 12 projets multinationaux financés par le Fonds de coopération technique (FonCT), 12 mécanismes régionaux d'intégration régionale² et 31 actions à réaction rapide. Ces dernières se sont consolidées en un mécanisme permettant de prendre en charge, en temps opportun, les demandes de soutien urgent présentées par les pays.

Le portefeuille des initiatives financées à l'aide de ressources propres a été complété et élargi par la coordination de plus de 200 projets et actions financés à l'aide de ressources externes, pour un montant global proche des 110 millions d'USD. Les principaux bailleurs de fonds ont été l'Union Européenne (UE) et les gouvernements du Mexique, du Brésil, d'Argentine et des États-Unis.

Le graphique 1 indique la répartition des résultats par région. Il met en évidence la capillarité du travail réalisé par l'Institut sur le continent.

Graphique 1
Répartition géographique des résultats des projets et actions de coopération de l'IICA.



¹ 80 sous-projets sont dérivés de celles-ci.

² Ce sont les secrétariats exercés par l'IICA, comme ceux des différents programmes d'innovation (PROMECAFÉ, PROCISUR, PROCINORTE et PROCITROPICOS), des conseils vétérinaires et phytosanitaire (CVP et COSAVE) et des conseils agricoles de l'Amérique Centrale et du Sud (CAC et CAS, respectivement), entre autres.

Voici les principaux résultats obtenus grâce aux actions de coopération technique réalisées en 2016, classés selon les onze contributions à moyen terme offertes à nos pays membres :

Politiques publiques et cadres institutionnels

Politiques ayant une incidence agricole : L'Argentine, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, l'Équateur, El Salvador, le Honduras, l'Uruguay, le Paraguay et le Pérou ont reçu un soutien pour la formulation de politiques, de plans et d'accords, ainsi qu'en matière de processus administratifs ou de normativité internationale ou régionale, qui a bénéficié à 14 chaînes agricoles. Les fonctionnaires de 133 institutions et 522 acteurs ont reçu une formation en matière de règlements sur les produits laitiers, de Loi de modernisation de la sécurité sanitaire des aliments (FSMA), de biosécurité et de valeur ajoutée, entre autres thèmes.

Avec la Communauté des Caraïbes (CARICOM), et grâce au Programme de politique agricole financé par l'Union Européenne (UE), 15 pays de la région Caraïbe ont pu améliorer leurs structures de politique, et huit d'entre eux ont également augmenté leurs capacités à mettre en œuvre des plans agricoles nationaux.

Politiques en vue d'améliorer le rendement de l'agriculture familiale (AF) : Le Honduras, le Pérou et la Colombie ont consolidé leurs connaissances sur les caractéristiques de l'AF, comme le prouve l'inclusion de ce thème dans les programmes publics. Au Honduras et en Colombie, des propositions de politiques ont été élaborées et présentées aux autorités concernées. Par ailleurs, la stratégie nationale d'AF du Pérou a créé des relations sociales dans deux groupements intercommunaux. En outre, des leaders de comités nationaux d'AF, des fonctionnaires, des chercheurs et des spécialistes d'Amérique Centrale, de République Dominicaine, de Trinité et Tobago du Brésil, de Bolivie, du Mexique, d'Uruguay et d'Espagne ont identifié les possibilités d'améliorer les politiques, les services et les formes d'organisation pour prendre en charge l'AF.

Politiques en vue d'une agriculture résiliente : La Table ronde sur l'élevage durable en Colombie, les tables rondes techniques pour le secteur des moyens de production biologiques créées en Équateur et en Colombie et l'accord souscrit au Pérou entre l'IICA, le Service de santé agricole (SENASA), le Service national de météorologie et d'hydrologie (SENAMHI) et le Conseil national du café, sont des témoignages de la coopération de l'IICA en vue de créer, avec les autorités de ces pays, des mécanismes de concertation et de coordination pour appuyer la prise de décision et le développement, la mise en œuvre et la gestion des politiques publiques pour une agriculture résiliente.

Suivi et évaluation des politiques : Plus de 95 autorités et techniciens des unités de politique agricole d'Argentine, de Bolivie, du Brésil, du Chili, du Costa Rica, du Paraguay, du Pérou et d'Uruguay ont amélioré leurs connaissances en matière de bonnes pratiques et d'enseignements tirés en vue du suivi, de la surveillance et de l'évaluation

des politiques pour l'agriculture, grâce aux efforts conjoints d'institutions partenaires du Mexique, de Colombie, du Chili, du Brésil et du Canada.

Cadres normatifs pour un aménagement inclusif du territoire : Au Brésil, en Colombie, au Costa Rica, en Équateur, au Guatemala, au Guyana, au Honduras, au Mexique et au Surinam, 147 institutions des gouvernements nationaux et des autorités infranationales³ concernées par l'agriculture, le développement rural et communautaire, le développement social et l'inclusion, les femmes, la jeunesse, les peuples autochtones, la planification, les ressources naturelles et l'environnement, la recherche agricole, l'éducation, la santé, entre autres, ont amélioré leurs capacités institutionnelles de conception, de mise en œuvre et de gestion participative des cadres institutionnels, des politiques et instruments en vue de la promotion de l'aménagement inclusif du territoire. Le succès en a été assuré grâce à la participation de 562 techniciens à 77 événements sur les territoires. Les efforts de coopération de l'IICA ont donné lieu, au Costa Rica, à l'officialisation de politiques publiques d'aménagement du territoire et d'inclusion ; en Équateur, à la stratégie provinciale d'inclusion sociale et productive et au Mexique, à la stratégie régionale de l'écotourisme communautaire.

Plan cadre de la région occidentale du Panama : Ce plan, qui est le résultat de l'association public-privé, représente un modèle innovant qui envisage l'investissement d'un montant de 557 millions d'USD de ressources nationales et un prêt de la Banque de développement pour l'Amérique Latine (CAF) de 157 millions d'USD. Son objectif est de promouvoir la relance de l'agriculture dans la région occidentale, au profit de 15 000 producteurs panaméens.

Innovation technologique et institutionnelle

Des graines de haute qualité : Le Programme régional de recherche et d'innovation par chaînes de valeur ajoutée (PRIICA), financé par l'UE, a permis aux instituts de recherche d'Amérique Centrale de libérer le matériel génétique amélioré du manioc, de la pomme de terre, de l'avocat et de la tomate pour 5314 bénéficiaires. Ce qui a donné lieu, en plus de nombreux événements de formation, à l'amélioration de la productivité, de la compétitivité et de la sécurité alimentaire dans la région. En outre, des banques communautaires de semences et d'autres mécanismes ont facilité l'accès et la production de graines de haute qualité.

Une approche agroécologique des plantations : Neuf procédures pour la gestion intégrée des cultures d'avocat, de pomme de terre et de tomate, comme la fertilisation, les terres, l'eau, la taille et les greffes, ont mis en évidence les capacités des pays bénéficiaires du PRIICA en Amérique Centrale, pour préserver l'environnement et la santé de leurs producteurs. Dans la région centre, 1625 bénéficiaires ont utilisé des bonnes pratiques agricoles.

³ Ministères, secrétariats, instituts, comités, entreprises publiques, fonds nationaux et directions.

Innovations forestières : Dans la région andine, les connaissances ont été consolidées dans le domaine de l'utilisation durable de la biodiversité, grâce au cours émané de l'expérience du Programme sur la gestion forestière durable, financé par le ministère finlandais des Affaires Étrangères. Le matériel virtuel est disponible sur www.mfsandina.net.

Label de l'AF : Au Paraguay, le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage a adopté un processus d'innovation commerciale fondé sur une stratégie de label distinctif pour l'AF, qui a été formulée avec des techniciens et des organisations sociales et dont l'objectif est de promouvoir une meilleure insertion des produits de l'AF sur les marchés.

Vulgarisation rurale axée sur l'AF : Au Paraguay, au Venezuela et au Honduras, les services d'assistance technique et de vulgarisation ont reçu des propositions d'amélioration qui sont en cours d'application, tandis qu'au Guatemala et au Chili, les capacités de gestion de la vulgarisation rurale ont été renforcées.

Biotechnologie et biosécurité au Guatemala et au Honduras : La coopération de l'IICA a facilité, au Honduras, l'examen du cadre réglementaire de la sécurité biologique et l'élaboration de propositions en matière d'organismes vivants modifiés. Au Guatemala, 24 porte-paroles du gouvernement, ainsi que la presse, ont été formés en matière de biotechnologie et biosécurité.

Meilleure gestion du matériel génétique dans la région des Caraïbes : Dans le cadre du Programme de politique agricole financé par l'UE, et avec la participation de l'Institut de recherche et de développement agricole des Caraïbes (CARDI), les installations de gestion du matériel génétique ont été modernisées dans huit pays, et dans trois autres, les installations de reproduction animale l'ont également été. Ces actions ont facilité une meilleure répartition des matériels dans la Caraïbe.

Promotion de l'innovation : Dans le cadre du Réseau de gestion de l'innovation dans le secteur agroalimentaire (Réseau Innovagro), qui réunit 82 institutions publiques et privées de 16 pays d'Amérique Latine et d'Europe, trois processus d'innovation technologique ont été mis en œuvre : a) une méthode de contrôle biologique de la mouche de l'olivier en España, b) un adjuvant aqueux à nanoparticules de dernière génération pour les vaccins des animaux de rente en Argentine et c) une application informatique pour définir les nécessités de fertilisation dans les cultures de riz en Uruguay. Des séminaires, des vidéoconférences et des ateliers ont été organisés, qui ont renforcé les capacités de 3500 personnes.

Programme de groupes régionaux de recherche agricole : Dans le cadre de ce programme, financé par le ministère de l'Agriculture des États-Unis (USDA) et exécuté par l'IICA, les thèmes de la recherche dans 18 chaînes agricoles ont été mis en priorité, grâce à des processus de cartographie des acteurs et à des diagnostics effectués dans les départements d'Alta Verapaz, de Quiché, de Chiquimula, de Zacapa, de Quezaltenango, de San Marcos et de Huehuetenango, au Guatemala.

Systèmes modernes d'information sur les marchés : L'Organisation pour l'information sur les marchés des Amériques (OIMA), qui compte 33 pays membres actifs, a servi d'espace pour développer un nouveau programme d'étude sur l'information et l'analyse des marchés agricoles, avec les universités du Brésil, du Costa Rica, du Honduras et de Trinité et Tobago ; pour élaborer un catalogue de 39 produits d'importance commerciale pour l'Amérique Centrale, et pour échanger les bonnes pratiques et les expériences novatrices en matière de gestion de l'information sur les prix.

Recherches et innovations dans les pays

Apiculture : À la Barbade, 30 ruches Perone ont été construites, distribuées et installées, ce qui a consolidé l'Association des apiculteurs du pays. À Trinité et Tobago, un inventaire des ruchers actifs a été élaboré grâce à l'utilisation de systèmes de positionnement global (GPS). En outre, à Sainte Lucie, 35 apiculteurs ont été formés à l'utilisation de technologies à bas coût et à la valeur ajoutée, pour les produits dérivés du miel et du pollen.

Riz : L'IICA a mis à disposition une méthodologie agroécologique nommée "Système intensif de la culture du riz", visant à augmenter la résilience des systèmes de production de ce grain. La méthodologie a été appliquée au Venezuela par 60 producteurs de l'État de Guárico, ce qui leur a permis de réduire les coûts et d'augmenter leurs rendements.

Coco : Grâce à l'aide du Centre de recherche scientifique du Yucatán et du gouvernement mexicain, l'IICA a contribué à livrer des plantes de coco résistantes et à fort rendement à la Grenade. Avec l'aide encore du Mexique, un matériel végétal a été mis à la disposition de Saint Vincent et les Grenadines et une formation a été donnée sur la micropropagation du coco.

Lombriculture : Une expérience a été menée avec le ministère de l'Agriculture, des Terres et de la Pêche et avec le Grandad's Garden d'Antigua et Barbuda, en lombriculture, ce qui a permis de recueillir des données sur les sous-produits utiles à la production agricole.

Emballages : En Dominique, 17 agro-industriels ont amélioré leurs capacités en matière de technologies d'emballage et de l'utilisation des emballages conformément aux normes et aux exigences, dans le cadre du Programme de politiques agricoles financé par l'UE. En Équateur, le ministre de l'Agriculture, de l'Élevage, de l'Aquaculture et de la Pêche a développé une série de modèles d'emballages pour dix produits périssables de consommation en gros.

L'énergie dans l'industrie agroalimentaire : En partenariat avec Electrobras du Brésil, 12 livres sur l'application des techniques novatrices dans les communautés rurales ont été publiés dans le cadre des centres communautaires de production. Les

livres portaient sur les techniques de production du café, du poisson, du sucre, du lait, du manioc, du miel et des fruits.

Cuisinières efficaces : Dans le cadre du projet Partenariat énergie et environnement, financé par le gouvernement finlandais, l'IICA et des institutions privées de Colombie ont mis en œuvre des processus d'innovation technologique afin d'améliorer la qualité de vie, l'utilisation rationnelle de l'énergie et la réduction des émissions de gaz à effet de serre, grâce à l'installation de 297 cuisinières à bois, à Santander et Antioquia.

Énergies thermiques renouvelables : Le Fonds d'accès durable aux énergies thermiques renouvelables, exécuté dans le cadre du Projet EnDev Pérou de la GIZ, et l'Alliance AEA, financée par la Finlande, ont permis à 3342 producteurs d'avoir accès à ce type de technologie, et à 220 gestionnaires de centres de collecte de connaître les bienfaits de l'énergie solaire.

Applications informatiques : Une application mobile sur le compost, mise au point au Surinam, permet à ses producteurs, surtout des jeunes intéressés par l'agriculture biologique, de déterminer et de calculer les contenus nutritionnels des engrais biologiques produits par compostage.

Drones : L'Unité de politiques et de statistiques du ministère de l'Agriculture et de la Pêche du Belize possède de nouvelles connaissances sur l'utilisation de drones dans leurs services de vulgarisation, afin de recueillir, de manière plus précises, les données sur le terrain.

Téléphones mobiles : Les efforts de gestion de l'information numérique, déployés par l'OIMA, ont mené à systématiser quatre études de cas sur l'utilisation de messages SMS sur les marchés en gros du Costa Rica, d'Équateur, de Trinité et Tobago et d'Uruguay. Les enseignements tirés ainsi que les bonnes pratiques sont disponibles sur une [publication en ligne](#).

Santé agricole et sécurité sanitaire des aliments (SAIA)

Stratégies pour les services phyto et zoo sanitaires : Grâce à l'utilisation de l'outil développé par l'IICA et connu sous le nom de "Performance, vision et stratégie" (DVE), il a été possible de définir des actions stratégiques pour les services phytosanitaires d'Équateur, d'Argentine et d'El Salvador ; la capacité de réaction aux situations d'urgence a pu être déterminée en Uruguay et au Chili ; et les services vétérinaires et de sécurité sanitaire des aliments ont été renforcés en Équateur.

Respect des normes internationales : L'IICA a joué un rôle déterminant dans la région pour la mise en œuvre des bonnes pratiques agricoles qui facilitent le respect de la loi FSMA des États-Unis, sensibilisent les acteurs publics et privés à cette loi et certifient 45 spécialistes en sécurité sanitaire des aliments d'Antigua et Barbuda, de la

Barbade, de Grenade, de Jamaïque, de Sainte Lucie et de Trinité et Tobago, en tant que leaders de formation.

Plans pour la gestion intégrale des risques : Dans plusieurs pays, il a été possible, grâce à la coopération de l'IICA, d'améliorer les capacités de conception et de gestion participative de politiques publiques et des stratégies en vue de la gestion intégrale des risques sanitaires associés aux changements climatiques. Citons notamment le plan national formulé au Costa Rica pour réagir aux urgences dans les secteurs avicoles et porcins, le Plan d'action de la Commission du bien-être animal du Brésil et l'élaboration d'un manuel sur la mise en œuvre de bonnes pratiques de production agricole pour une agriculture résiliente, déjà mis à profit par 389 techniciens de dix pays.

Harmonisation des contrôles de sécurité sanitaire des aliments : Les cours d'inspection des aliments et d'audit alimentaire, donnés dans le cadre de l'École virtuelle d'inspection des aliments en Amérique Centrale et en République Dominicaine, ont permis que 479 inspecteurs reçoivent un diplôme, ce qui a donné lieu à la consolidation d'un réseau d'experts en la matière.

Renforcement des mesures sanitaires dans les Caraïbes : Un ensemble d'efforts institutionnels, joints à l'action menée avec des partenaires comme l'UE, a consolidé les capacités de la région des Caraïbes en matière de virologie des plantes, de communication, de diagnostic des ravageurs et de quarantaine. La validation d'un modèle de loi sur la santé des végétaux, la santé animale et la sécurité sanitaire des aliments, par les pays du Forum des Caraïbes (CARIFORUM), est à l'origine de la formulation d'un cadre législatif harmonisé, de la création de mécanismes régionaux de liaison et de l'augmentation de 60% de la participation des pays à des réunions internationales sur la SAIA. Par ailleurs, 1350 acteurs publics et privés ont été formés aux exigences de la SAIA, ce qui a permis d'améliorer les systèmes de sécurité sanitaire pour plus de 25 entreprises privées.

Nouvelles capacités en matière de sécurité phytosanitaire : Des institutions d'Argentine, du Brésil, de Bolivie, du Chili, du Paraguay, du Pérou et d'Uruguay, pays membres du Comité de sécurité phytosanitaire (COSAVE), ont renforcé leurs capacités techniques en sécurité phytosanitaire et disposent d'outils pour mener à bien les processus de surveillance phytosanitaire générale. En outre, leurs inspecteurs phytosanitaires ont suivi les cours du Module international de l'École régionale virtuelle d'inspection phytosanitaire, dont le but est de prévenir l'arrivée de ravageurs dans les pays et d'assurer la santé dans le cadre du commerce des produits agricoles. Pour leur part, le Venezuela, le Guatemala, le Honduras, la Colombie et l'Équateur ont participé à des programmes de renforcement de la gestion phytosanitaire.

Impact des programmes de santé animale : Dans le cadre du Comité vétérinaire permanent (CVP), les six pays membres de la Région Sud disposent d'une méthodologie pour l'évaluation économique de leurs programmes.

Capacités en matière de Codex: La participation de 19 pays à neuf réunions du Comité du Codex, l'organisation d'événements entre le Comité coordinateur du *Codex Alimentarius* pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CCLAC) et le Comité coordinateur du *Codex Alimentarius* pour l'Afrique (CCAfrica) et l'exécution de cinq projets de jumelage, entre autres actions, ont bénéficié à plus de 1000 personnes et renforcé les capacités des institutions d'Amérique Latine et des Caraïbes (ALC).

Meilleures techniques de laboratoire : L'IICA a amélioré les capacités techniques de détection des niveaux maximum de résidus dans certains laboratoires ayant présenté des données au *Codex Alimentarius*. Il a été ainsi possible d'avoir un meilleur accès et une plus grande stabilité des marchés de la banane au Costa Rica et au Guatemala, de l'ananas au Panama et de l'avocat en Colombie.

Incidence de la salmonelle chez les poulets de la Caraïbe : Le projet intitulé "Étude régionale de la résistance microbienne", a permis de déterminer l'incidence de cette bactérie chez les poulets et leur résistance, ainsi que d'améliorer les capacités de sept pays⁴ des Caraïbes pour réaliser des examens de résistance microbienne.

De bonnes pratiques dans la production de poulet au Venezuela : Dans ce pays, 100 groupes d'intérêt public et privé ont reçu une formation en pratiques agricoles exemplaires pour la production de poulet et une étude a été élaborée afin de fixer les règles de bonnes pratiques avicoles.

Études sur l'impact économique en Argentine : L'IICA a contribué aux processus de prise de décision à l'échelon national en matière sanitaire, grâce aux études développées avec le Service national de santé et de qualité agroalimentaire (SENASA) sur l'impact économique du *Huanglongbing* des agrumes et de la *Lobesia botrana* de la vigne.

Prise en charge des ravageurs et des maladies

Escargot géant : À Puerto Suárez et Puerto Quijarro de Santa Cruz, en Bolivie, le Service national de santé agricole et de sécurité sanitaire des aliments a mené, avec le soutien de l'IICA, des actions de lutte contre l'escargot africain géant (*Lissachatina fulica*). Des conférences ont aussi été organisées sur les risques de ce ravageur ; environ 1500 personnes ont ainsi pu être informées.

Tiques, tristesse parasitaire et paratuberculose : En Uruguay, les capacités en santé animale ont été renforcées grâce à des réunions techniques sur ces ravageurs et sur ces maladies. Un soutien a également été offert en vue d'augmenter les systèmes de surveillance, de cerner les capacités de réaction aux urgences et d'effectuer des analyses de risques, avec l'aide de plusieurs universités des États-Unis : Minnesota, Davis, Texas Tech, Texas A&M et Ohio State.

⁴ Belize, République Dominicaine, Jamaïque, Trinité et Tobago, Barbade, Guyana et Surinam.

Grippe aviaire hautement pathogène : Plus de 500 personnes des Caraïbes ont participé à des ateliers axés sur la promotion de la biosécurité dans les fermes, afin de réduire les risques de grippe aviaire dans la région.

Moniliase : CAB International a confirmé la présence en Jamaïque de *Moniliophthora roreri*, un champignon qui rend le cacao aqueux. Un programme de formation a donc été lancé par la Chambre de l'industrie du cacao et par plusieurs instances du ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Agriculture et de la Pêche du pays, avec l'appui du Centre agronomique tropical de recherche et d'enseignement (CATIE) et du SENASA du Pérou, afin de mettre au point et de développer des stratégies de protection de la production de cacao à l'échelon national et régional.

Mouches de la carambole : Les autorités du Guyana, du Surinam et du Brésil ont échangé des connaissances sur les plans permanents de surveillance de la mouche de la carambole et débattu de nouveaux projets en vue de poursuivre leur surveillance aux frontières de leurs trois pays.

Mollusques ravageurs : Les communautés urbaines, périurbaines et rurales de la Région Andine, d'Argentine et du Brésil, affectées par les mollusques ravageurs, possèdent de meilleures connaissances sur leurs impacts et les méthodes de lutte.

Charançon rouge (*Rhynchophorus ferrugineus*) : Des professionnels de Jamaïque, des Îles Caïman, du Belize et des Îles Turques et Caïques ont reçu une formation en surveillance et en lutte contre ce charançon de grande taille qui affecte les cultures comme celle du coco.

Rouille : Le Programme centraméricain de gestion intégrale de la rouille du café (PROCAGICA) a débuté ; il est financé par l'UE pour 16 millions d'euros et il bénéficiera à 6000 petits producteurs de café.

Développement commercial et associatif des chaînes

Chaînes compétitives : Les chaînes du café et du cacao au Panama, les chaînes ovine et de floriculture au Paraguay, de fruiticulture en El Salvador, la caprine laitière à Trinité et Tobago, la chaîne avicole au Venezuela, l'horticole en Argentine⁵ et celle de la patate douce en Jamaïque, ont une gestion plus compétitive, durable et inclusive, grâce à des processus de mise au point ou de renforcement de tables rondes de collaboration, à l'utilisation de manuels⁶ et à l'élaboration de plans commerciaux. Les acteurs de ces chaînes, au nombre de 1900, ont reçu une formation en choix technologiques pour la gestion du lait, l'après récolte des fruits, les moyens de production biologiques pour les plantes ornementales, la culture de la patate douce, la lutte contre les ravageurs et les

⁵ Précisément dans la région de la Ceinture verte de Corrientes.

⁶ Un manuel de bonnes pratiques pour la chaîne ovine, des guides techniques pour la floriculture, un livre sur la gestion après récolte du cacao et un guide sur les pratiques de qualité pour le cacao.

maladies, les évaluations économiques et des risques, la gestion du cadmium et de l'empreinte carbone, entre autres thèmes.

Rencontres associatives : L'application de la méthodologie développée par l'IICA sur les rencontres associatives et les stages en AF a permis à 65 organisations de Colombie, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua, d'Uruguay, du Chili, d'El Salvador, du Venezuela et d'Équateur de renforcer leurs capacités de gestion associative pour améliorer leur rendement, l'accès aux services et leurs liens commerciaux.

Un peuple, un produit (OVOP) : La stratégie OVOP, destinée à augmenter les capacités d'accès aux marchés locaux des petits et moyens producteurs des communautés de Turrialba, Dota et Zarcero, au Costa Rica, a été mise en œuvre avec l'Agence de coopération internationale du Japon (JICA).

Une plus grande capacité mercadologique et entrepreneuriale : Dans le cadre du Programme de politique agricole financé par l'UE, 150 producteurs de 15 pays des Caraïbes ont bénéficié d'activités de formation et de nouveaux outils de marketing, de finances, de commerce et de gouvernance. Dans huit de ces pays, la gouvernance de 30 groupes a également été améliorée.

Définition du potentiel de l'avocat au Honduras : Dans le pays, 195 acteurs de la chaîne de l'avocat disposent d'un inventaire des zones de cultures et d'un manuel de certification des pépinières, grâce aux actions réalisées dans le cadre du PRIICA. Le secteur pourra ainsi connaître son potentiel, assurer la production de plants d'avocats de qualité et augmenter la productivité et le rendement des plantations.

Certification de commerce équitable : Les capacités de 500 petits producteurs associés à 47 organisations, certifiées ou en voie de l'être, ont été augmentées en matière de commercialisation, associativité, leadership, planification stratégique, valeur ajoutée, formulation de projets et de normes de commerce équitable. D'ores et déjà 25 de ces organisations ont contacté des acheteurs intéressés par le café, le cacao, le chocolat, l'ananas et la banane, entre autres produits.

Promotion du commerce agroalimentaire : L'IICA a consolidé la Plateforme de promotion, de gestion du savoir et de prospective des industries agroalimentaires d'Amérique du Sud (Réseau AgroSur) qui permet à neuf pays des régions Andine et Sud d'analyser les nouveaux scénarios du commerce et des investissements agroalimentaires.

Meilleurs échanges commerciaux avec les États-Unis : Les chaînes de valeur de la banane en El Salvador, du manioc en République Dominicaine et du café au Pérou ont identifié les défis à relever pour consolider le commerce avec les États-Unis, après que 80 personnes de 50 entités publiques et entreprises ont participé à des activités de formation organisées par l'IICA.

Gestion sociale des territoires

Meilleures capacités de gestion sociale : Les capacités de gestion sociale des territoires de 25 organisations d'aménagement du territoire et de 10 autorités locales, associations intercommunales et autorités sous nationales ont été renforcées grâce au succès de 501 personnes de 18 pays⁷ ayant suivi quatre modules d'interapprentissage virtuel, d'une durée de 30 à 40 heures chacun, sur les systèmes territoriaux de l'AF et sur les méthodologies de gestion sociale du développement des zones rurales. En outre, 125 techniciens du Guatemala, du Paraguay et de Colombie ont amélioré leurs capacités en gestion sociale du développement, grâce à leur participation à quatre ateliers en salle de 16 heures, assurés par l'IICA.

Des systèmes de production plus solides : Les connaissances de 50 membres de petites exploitations familiales, techniciens et autorités du Mexique, du Brésil, de Colombie, d'Équateur, du Guatemala, du Honduras, du Paraguay et du Pérou ont été approfondies sur l'application de stratégies de politiques publiques visant à promouvoir le développement rural et l'AF, et sur les pratiques innovantes en vue d'améliorer la gestion de leurs systèmes de production, la disponibilité alimentaire et la commercialisation de leurs produits. À Saint Vincent et les Grenadines, en Jamaïque, en Haïti et au Guyana, la dynamique et les stratégies de production de l'AF ont été caractérisées.

Augmentation des entrées, des accès aux marchés et de la disponibilité alimentaire : Au moins 96 projets économiques ou plans commerciaux ont été élaborés sur la base des méthodologies AT-SIAL, LINK/CIAT et CANVAS au Brésil, en Colombie, au Costa Rica, en Équateur, au Guatemala, au Honduras, au Mexique et au Surinam, afin de répondre aux initiatives et aux demandes productives de plus de 1400 membres d'exploitations familiales exclus (femmes, jeunes, populations autochtones et de descendance africaine, hommes) intéressés par la diversification de la production, la sécurité alimentaire, l'écotourisme, l'élevage et la culture du cacao, du café, des cultures maraîchères, des tubercules, du coco et des plantes médicinales, entre autres.

Développement des opportunités d'inclusion : Réunies au sein de huit instances de coordination, de dialogue et de concertation, 68 institutions publiques, 19 organisations non gouvernementales et 104 organisations d'AF du Brésil, de Colombie, du Costa Rica, du Guatemala, du Honduras, du Mexique et de République Dominicaine, ont augmenté leurs capacités d'organisation, de planification, de gestion sociale, d'action collective et d'influence politique. Différentes activités de formation ont été organisées dans ce but, ainsi que des échanges d'expériences et de pratiques, de territorialisation des politiques, de formulation de plans d'aménagement des territoires, d'élaboration d'instruments de gestion participative et de mise en œuvre d'initiatives économique-productives.

⁷ Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Équateur, El Salvador, Espagne, Honduras, Guatemala, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République Dominicaine, Uruguay et Venezuela.

Familles rurales incluses dans le développement : Environ 1450 familles ont accru leur participation à la prise de décisions des instances de coordination et de concertation pour l'aménagement du territoire, à partir d'actions positives et de bonnes pratiques d'inclusion, comme la mise au point de critères d'inclusion pour faire participer les groupes vulnérables ; la création et le renforcement de réseaux, d'associations et de coopératives de femmes, de jeunes, de petits exploitants, d'artisans, de personnes handicapées, d'autochtones, de personnes de souche africaine et du troisième âge ; l'appui à l'élaboration de plans commerciaux et à la mise en œuvre de projets d'initiatives visant à créer des revenus et à promouvoir la sécurité alimentaire ; la formation en questions relatives aux besoins spécifiques des groupes exclus, à la mise au point de caisses rurales, aux foires de production pour les petits exploitants familiaux, entre autres, dans le but d'améliorer leur qualité de vie.

Inclusion suite au renforcement des capacités : Plus de 1500 personnes (40 % de femmes et 27 % de jeunes) des territoires sélectionnés du Brésil, de Colombie, du Costa Rica, d'Équateur, du Guatemala, du Guyana, d'Haïti, du Honduras, du Mexique, de République Dominicaine et du Surinam ont consolidé leurs capacités en matière d'autonomisation, comme la confiance en soi, le leadership, l'assurance, la gestion des conflits, les associations et l'influence politique.

Organisation et leadership dans les territoires : Plus de 98 organisations économiques⁸ d'AF du Brésil, de Colombie, du Costa Rica, du Guatemala, du Guyana, du Honduras, du Mexique et du Surinam ont renforcé les capacités organisationnelles et de leadership de plus de 760 dirigeants et leaders grâce à leur participation à des activités sur l'organisation économique, la certification de la production, la gestion des caisses rurales, la commercialisation, le tourisme rural et l'écotourisme, entre autres choses.

Une nouvelle génération de dirigeants ruraux : Plus de 200 dirigeants ruraux de Colombie, du Mexique, d'El Salvador et du Honduras ont accru leurs compétences de leadership collaboratif et entrepreneur, grâce à des formations interactives mises au point à l'aide de la méthodologie du "Déclenchement des énergies locales", développée par l'IICA comme un bien public international. Ce processus a été financé par des ressources de l'IICA, des projets de la Commission européenne en Colombie, de la Banque Mondiale en El Salvador et de l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID) au Mexique et des institutions nationales comme contreparties des pays participants.

Soutien aux jeunes ruraux : Les pays centraméricains et la République Dominicaine ont créé un réseau régional et un plan de soutien à la jeunesse rurale dans lesquels sont représentés les ministères de la Présidence, de l'Agriculture et du Développement rural, les institutions nationales responsables de cette question et les réseaux nationaux de jeunes des huit pays du Système d'intégration centraméricaine (SICA).

⁸ Coopératives, associations, groupes informels, réseaux de jeunes et de femmes, fédérations, caisses d'épargne et de crédit, entre autres.

Gestion du savoir en vue d'un développement territorial inclusif : Le [Système de gestion stratégique pour l'aménagement du territoire et l'agriculture familiale \(SiGET\)](#), un outil continental pour accéder au savoir systématisé sur l'aménagement du territoire et l'inclusion sociale, a permis aux pays de disposer d'une proposition méthodologique valable pour la gestion sociale de l'aménagement inclusif du territoire (DTI), de six fascicules conceptuels et méthodologiques sur les systèmes territoriaux de l'AF, de matériel didactique et d'autres ressources destinées au renforcement des capacités et à l'accompagnement technique des processus de DTI.

Plusieurs initiatives de coopération favorisent le développement des territoires et de leurs systèmes de production :

- À Arreguy, en Haïti.
- Dans les communes de Roboré, Pucarani, Villa Montes et Comanche, en Bolivie.
- Dans la région Sierra, en Équateur.
- À Toledo, au Belize.
- À Cariri, au Brésil.
- À San José del Guaviare et El Retorno, en Colombie.
- À Zacatecoluca, en El Salvador.
- À Polochic et Izabal, au Guatemala.
- À Belén Gualcho et Yeguaré, au Honduras.
- À Chiapas, au Mexique.

Inclusion des femmes dans l'agriculture et dans la vie rurale

Dans le cadre du Conseil agricole centraméricain (CAC), des techniciens des ministères de l'Agriculture, des acteurs territoriaux et des partenaires stratégiques ont développé l'intégration de l'approche paritaire dans la mise en œuvre de la Stratégie centraméricaine de développement rural (ECADERT), au moyen d'ateliers, de réunions et de séminaires et par le biais de l'assistance technique. En outre, l'expérience pilote du projet "Réalisation du développement territorial multiculturel des femmes d'Amérique Centrale" a été systématisée grâce à l'élaboration de méthodologies permettant d'autonomiser les femmes, à la communication populaire et à la systématisation des enseignements tirés sur l'application de l'approche paritaire dans le cadre du développement rural.

Au Chili, l'IICA a soutenu l'inclusion des femmes et des jeunes dans le débat sur la politique publique pour le monde rural et l'AF dans des espaces de coordination tels que la Table ronde nationale de la femme rurale. Il a également coorganisé la Rencontre sud-américaine des jeunes ruraux.

Au Surinam, 45 membres du Réseau de femmes productrices rurales ont approfondi leurs compétences en matière de respect des normes de qualité et de sécurité sanitaire des aliments, notamment dans l'industrie alimentaire du manioc, qui reçoit l'appui du projet APP financé par l'UE. À Trinité et Tobago, on a collaboré avec des femmes productrices de pain et de pâtisseries, qui disposent de nouveaux fours et mélangeurs.

À Antigua et Barbuda, plus de 25 femmes productrices ont reçu une formation sur les différents produits dérivés de la mangue et ont participé à une compétition dans le cadre de l'industrie agroalimentaire de ce produit, au cours de laquelle 20 sous-produits ont été évalués.

Compétence en matière de gestion intégrée de l'eau et d'utilisation durable de la terre

Utilisation efficace de l'eau pour la production : Deux études et deux cours virtuels sur la méthodologie de l'empreinte hydrique qui ont bénéficié à plus de 3000 personnes de 28 pays, ont permis de promouvoir l'utilisation d'indicateurs de qualité et de quantité de l'eau utilisée dans l'agriculture.

Collecte des eaux en El Salvador : Le Conseil national de pérennité environnementale et de vulnérabilité (CONASAV) a reçu une coopération horizontale pour capter et collecter l'eau au moyen de réservoirs et de toits, comme cela se fait dans le Chaco paraguayen. La technologie de fertirrigation a également été développée chez les producteurs salvadoriens, ce qui leur a permis de réduire la consommation d'eau.

Stratégies de gestion de l'eau au Venezuela : Dans la communauté d'Agua Negra, 300 producteurs horticoles utilisent une stratégie de gestion intégrée de la ressource hydrique, conçue de manière participative par la Mairie de la municipalité de Jiménez, le ministère du Pouvoir populaire pour l'écosocialisme et les eaux et l'IICA. Des agents (au nombre de 320) des États de Lara, Mérida et Trujillo ont également pu améliorer leurs compétences en conservation et collecte d'eau, en systèmes d'irrigation et gestion des bassins versants.

Développement d'outils pour l'analyse numérique du sol : Les pays disposent d'instruments qui facilitent le fonctionnement des systèmes nationaux d'information sur les sols, la numérisation des données, la définition de priorités d'action et l'élaboration de stratégies pour la gestion de l'eau. Certains de ces instruments ont été une carte numérique des sols du Costa Rica, un document sur les bonnes pratiques pour la cartographie des sols et le protocole pour l'élaboration de cartes d'érosion hydrique.

Prise en charge des terrains dégradés : Dans la Caraïbe, l'IICA a validé un module de formation régionale sur la gestion des sols dégradés, auquel ont participé 40 techniciens de vulgarisation d'Haïti, de Jamaïque, d'Antigua et Barbuda, du Surinam et du Guyana. Des réunions virtuelles ont également été organisées, avec l'interaction de 1383 participants, et divers cours assurés par des experts en gestion des terres et en utilisation rationnelle de l'eau, ont permis de renforcer les capacités de 575 participants concernés par ces questions.

Utilisation durable des sols à Antigua et Barbuda : Les autorités des secteurs public et privé responsables de la gestion des sols ont amélioré leurs compétences techniques relatives à l'adaptation de l'agriculture aux changements climatiques. Des échantillons de terre ont été envoyés aux États-Unis pour analyse.

Adaptation de l'agriculture aux changements climatiques, atténuation de leurs effets et gestion des risques

Planification agricole et changement climatique : Plus de 60 institutions des pays membres sont maintenant dans de meilleures conditions pour développer des plans d'adaptation du secteur agricole aux changements climatiques, après la formation de 450 techniciens en intégration de l'adaptation des changements climatiques dans la planification agricole. Le Chili, l'Argentine et le Paraguay viennent en tête : 13 techniciens nationaux ont permis de valider la méthodologie d'intégration et de définir des actions de suivi qui concernent les services de vulgarisation.

Plateforme Agro et Climat : Sous la direction du CAC, les autorités des pays d'Amérique Centrale ont été informées en temps opportun de la perspective climatique, de l'évolution du phénomène ENOS et d'autres aspects, comme le changement climatique, la variabilité climatique et la gestion des risques, entre autres.

Carte des risques : En Colombie, en Équateur et au Paraguay on a développé les stratégies nationales pour l'élaboration et l'utilisation de cartes de risques agroclimatiques, qui seront mises à la disposition des unités chargées de la question au sein des ministères de l'agriculture. En outre, à Trinité et Tobago, au Surinam et au Guyana, 60 fonctionnaires des entités publiques, y compris les ministères de l'Agriculture, et privées, ont été formées à l'élaboration et à l'utilisation de cartes de risques de catastrophes et à la communication de ces risques.

Espace de dialogue sur l'agriculture intelligente face au climat : L'organisation, pour la troisième année consécutive, du Forum des Caraïbes sur l'agriculture intelligente face au climat a favorisé, entre 150 techniciens caribéens, l'échange d'information sur l'Accord de Paris, les contributions fixées pour chaque pays de la Caraïbe, l'accès au Fonds Vert pour le climat (FVC), la gestion intégrale des ressources hydriques et les succès des systèmes agricoles résilients dans la région. Le Forum a attiré de nouveaux partenaires, comme le Caribbean Community Climate Change Centre (CCCCC), le Programme de recherche du CGIAR sur les changements

climatiques, l'agriculture et la sécurité alimentaire (CCAFS), la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et les ambassades du Mexique et du Maroc à Sainte Lucie. Le Forum a aussi facilité la mise au point d'un inventaire des politiques et actions en matière de changements climatiques dans la Caraïbe.

Communauté de pratique sur l'adaptation de l'agriculture aux changements climatiques en Méso-Amérique : Les échanges d'information sur l'adaptation de l'agriculture aux changements climatiques se sont intensifiés avec le soutien de la Banque interaméricaine de développement, grâce à cette plateforme virtuelle dirigée par l'IICA. Les utilisateurs inscrits étaient au nombre de 667 ; six séminaires ont été organisés avec une participation moyenne de 100 personnes et une bibliothèque spécialisée a été mise à disposition.

Réseau agrométéorologique pour le sucre du Costa Rica : L'IICA a offert son soutien à la Ligue agricole industrielle de la canne à sucre (LAICA) pour le lancement d'un réseau agrométéorologique qui permet aux producteurs de canne à sucre de disposer de nouveaux critères capables d'augmenter leur résilience.

Gestion du savoir associé aux risques et aux assurances agricoles : La mise en service de l'Observatoire de gestion des risques et des assurances agricoles des Amériques, conjointement avec l'Association latinoaméricaine pour le développement de l'assurance agricole (ALASA) et la Fédération interaméricaine des compagnies d'assurance (FIDES), a permis de saisir, d'analyser et de diffuser des informations pertinentes, des outils et des indicateurs relatifs à la gestion des risques agricoles. Il a été également possible de former 150 professionnels de 15 pays de l'ALC au moyen d'un enseignement sur la gestion des risques et les assurances agricoles en ALC, donné à distance avec la participation de l'ALASA, de l'Universidad Nacional del Litoral (UNL) d'Argentine, du Centre d'études et de recherche pour la gestion des risques agricoles et environnementaux (CEIGRAM) d'Espagne, du Groupe d'études des assurances et des risques de l'Université de São Paulo (USP) du Brésil, de l'Université nationale (UNAL) de Colombie et de la Banque Mondiale, entre autres organisations.

Intense programme de formation associée aux changements climatiques : Plus de 4000 professionnels, agents d'institutions publiques et privées et producteurs de 29 pays, ont approfondi leurs connaissances en matière d'élaboration et de mise en œuvre de plans d'adaptation aux changements climatiques, de bonnes pratiques d'élevage pour y faire face, de gestion des matières organiques des sols et de leur restauration, ainsi que d'utilisation rationnelle de l'eau, de production et d'utilisation de biogaz, d'utilisation efficace de l'eau et de la terre à petite échelle, de serres, de systèmes d'irrigation et de fertirrigation, de production et d'utilisation du compost, entre autres thèmes abordés.

Sécurité alimentaire et nutritionnelle

Source de protéine pour les familles haïtiennes : À Arreguy, en Haïti, grâce à l'aide des religieuses de Caritas et de l'IICA, le projet des fermes avicoles s'est agrandi de 500 poules supplémentaires, ce qui permet à des enfants, des personnes âgées et des agriculteurs à faibles ressources d'avoir une meilleure alimentation à coût réduit. Le projet a, en outre, développé la gestion des fermes par les femmes dans cette zone et contribué à créer des revenus additionnels provenant de la vente d'œufs aux communautés voisines.

Diversification des choix alimentaires en Amérique Centrale : Les 24 groupes locaux de manioc, pommes de terre, avocat et tomates, créés par le PRIICA, sont devenus des acteurs clés pour améliorer la disponibilité et l'accès aux aliments pour les bénéficiaires du projet, qui ont pris connaissance des résultats des recherches et participé à des réunions de formation et à des foires, ce qui leur a permis d'apprendre de nouvelles façons de préparer et de consommer leurs cultures. La fourniture de graines de manioc à des producteurs du Guatemala et le semis de la variété ICTA Izabal dans 890 parcelles du pays, la mise au point de 13 technologies au Costa Rica et la production de 35 nouveaux génotypes de manioc au Nicaragua, comptent parmi les actions les plus intéressantes.

Les petits exploitants de l'agriculture familiale ont un meilleur accès aux denrées alimentaires : Au Paraguay, au Pérou et au Guatemala, l'IICA a développé l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies et de plans en vue de la gestion de systèmes de production durable pour l'AF. Par ailleurs, en Bolivie et au Venezuela, les capacités techniques d'élaboration et de mise en œuvre de plans de gestion de l'eau et de l'irrigation ont été renforcées. Ces deux actions ont permis d'améliorer la gestion des ressources naturelles et productives, de garantir une bonne alimentation et de réduire les niveaux de malnutrition de ces pays.

Augmentation des revenus pour les aquaculteurs de République Dominicaine : L'IICA a participé à l'augmentation des revenus et à l'amélioration de la sécurité alimentaire de 80 petits aquaculteurs de la province de Monte Plata, qui ont adopté des technologies alimentaires grâce à des produits naturels qui leur ont permis de réduire leur utilisation de moyens de production importés.

Diminution des pertes de denrées alimentaires

Analyse et efficience des chaînes : La Méthodologie d'évaluation des chaînes agroalimentaires pour l'identification de problèmes et de projets (MECA) a été mise à jour avec le soutien de ses auteurs originaux et la Postharvest Education Foundation. Cette méthodologie permet d'identifier les points faibles des chaînes qui provoquent la perte de denrées alimentaires et de trouver des solutions au problème. La méthodologie a été appliquée au Pérou sur la chaîne du maïs jaune dur, avec le soutien du ministère de l'Agriculture et de l'Irrigation (MINAGRI), la Coopérative agricole Norte

Chico (COOPANORTE) et le Centre Œcuménique de promotion et d'action sociale (CEDEPAS Norte). Elle a également été appliquée en Uruguay sur la chaîne de la laitue avec la collaboration du Marché modèle et de la Direction générale de la ferme (DIGEGRA) du ministère de l'Élevage, de l'Agriculture et de la Pêche (MGAP).

Utilisation de moyens de production biologiques pour la production de matières premières : En Équateur, des techniciens de l'Institut national de recherche agricoles (INIAP) et de l'Agence équatorienne de garantie de la qualité de l'agriculture (AGROCALIDAD) ont reçu une formation en méthodologies pour l'utilisation de moyens de production biologiques, afin que les déchets soient utilisés pour la production de matières premières.

Diminution de la décomposition des denrées alimentaires : À St Christophe et Niévès, 31 agroindustriels, professeurs et agriculteurs ont été formés à la gestion des produits alimentaires, à la santé et à la sécurité sanitaire, à la valeur ajoutée et à la pérennité de leur commerce, ce qui a permis de réduire la décomposition et le gaspillage des mangues.

Diminution des pertes dans la chaîne de la banane à la Grenade : Grâce à la collaboration avec le Grenada Marketing and National Importing Board, des producteurs et des vulgarisateurs ont reçu une formation portant sur les techniques d'amélioration de la qualité des bananes et de diminution des pertes pendant la récolte, de sélection, de traitement et d'emballage.

Meilleure gestion des racines en Dominique : En collaboration avec le CARDI, la Caribbean Farmers Network (CAFAN), la Dominica Bureau of Standards (DBOS) et la Dominica Export Import Agency (DEXIA), 25 producteurs, responsables de l'emballage et exportateurs ont été formés en gestion d'après récolte, en qualité et traçabilité des racines.

Utilisation des espèces autochtones

Sauvegarder les savoirs locaux : Au Nicaragua, au Venezuela, en Équateur, au Guatemala, au Paraguay et en Bolivie, les connaissances de l'AF ont été étayées grâce à la systématisation des savoirs autochtones et des pratiques ancestrales visant à améliorer l'utilisation des espèces locales et des ressources génétiques indigènes à potentiel alimentaire. Plus particulièrement, plus de 250 agriculteurs et techniciens ont échangé leurs expériences en matière de savoir local relatif au quinoa et aux plantes cañahua, ce qui entraîné la revalorisation de ces produits dans les systèmes de production nationale.

Industrie de la patate douce et du cacao en Jamaïque : Dans les communautés de Ste Mary, St Andrew et Portland, on a accentué les capacités compétitives de l'industrie de la patate douce, ce qui a facilité une plus grande utilisation de cette espèce autochtone. En outre, grâce au Partenariat pour le développement des secteurs du cacao et du café Blue Mountain, on a pu tirer un meilleur parti du cacao pour élaborer

des produits à valeur ajoutée, comme les grains de café Blue Mountain enrobés de chocolat.

Des producteurs de quinoa mieux informés : Le ministère du Développement rural et des Terres (MDRyT) de Bolivie dispose d'un système d'information, de savoir et de communication sur différents aspects de la production, commercialisation, distribution et consommation du quinoa, l'objectif étant d'améliorer la situation des acteurs concernés par sa production, et surtout des plus vulnérables.

Échange de matériel génétique et conservation de la biodiversité agricole : Dans le cadre du Réseau des ressources génétiques du Programme de coopération de recherche, développement et innovation agricole pour les tropiques d'Amérique du Sud (PROCITROPICOS), des agents du programme, des fonctionnaires des institutions et des acteurs des pays de cette région se sont préparés à l'utilisation et à l'échange de matériel génétique végétal pour la conservation durable de la biodiversité agricole. Une initiative de la FAO et de l'IICA réalisée au Brésil, au Paraguay et en Uruguay, par le biais du Réseau latinoaméricain pour la mise en œuvre du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (LANIIT), en vue d'améliorer la sécurité alimentaire, a permis d'approfondir les connaissances sur de nouvelles stratégies d'utilisation et d'échange de matériel génétique végétal, dans un but de conservation durable de la biodiversité agricole.

Création de liens et participation aux réunions internationales

Coordination des thèmes dans la région Sud : Les liens entre les pays membres du CAS se sont resserrés, entre autres grâce à la signature d'un accord de coopération qui ratifie le souhait des ministres de l'Agriculture d'Argentine, de Bolivie, du Brésil, du Chili, du Paraguay et de l'Uruguay de poursuivre le travail conjoint autour des thèmes d'intérêt régional, notamment en matière de production de biens publics régionaux dans les domaines de la SAIA, de la pérennité de l'agriculture et de l'AF. L'IICA s'est également chargé de coordonner les actions des secrétariats du Programme de coopération pour le développement technologique agroalimentaire et agroindustriel du Cône Sud (PROCISUR), du CVP et du COSAVE.

Participation à des réunions de SAIA : Plus de 20 pays ont amélioré leurs capacités d'accès aux marchés après avoir participé au VII^{ème} Séminaire international des bonnes pratiques agricoles dans la région du Mercosur, au II^{ème} Séminaire national des bonnes pratiques agricoles d'Argentine, à la 23^{ème} Conférence de la Commission régionale de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) pour les Amériques, à la 9^{ème} Réunion du groupe de travail sur la mouche des fruits du continent occidental, à la réunion annuelle de l'Organisation nord-américaine pour la protection des plantes (NAPPO), à la réunion régionale des représentants des six pays membres du CVP, à la 9^{ème} Réunion du Comité de développement des capacités (CDC) de la Convention internationale de protection phytosanitaire (CIPF) et à la 20^{ème} réunion du Comité coordinateur FAO/OMS pour l'ALC.

Dialogues mondiaux sur les changements climatiques : L'IICA a maintenu sa présence dans quatre initiatives mondiales sur les changements climatiques, dans le contexte de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC): le Comité exécutif de technologie, la NAP Expo (Bonn, Allemagne), la COP22 (Maroc) et la Réunion de l'Alliance mondiale pour une agriculture intelligente face au climat (GACSA), où les problèmes ont été énoncés ainsi que le point de vue des pays membres de l'IICA sur la question, et notre visibilité en a été accrue, afin de mieux tirer parti des opportunités techniques et financières qui se présentent.

Programme international de biotechnologie : En liaison avec des institutions publiques et privées de la région, 17 activités de formation et d'accompagnement en biotechnologie et biosécurité ont eu lieu et ont permis d'avoir une vision objective et fondée sur les principes scientifiques de la technologie et sur des arguments techniques pour le débat et l'éventuelle prise de décision dans ces domaines. Il y a lieu de souligner les activités suivantes :

- 1er Séminaire sur la biologie synthétique pour les décideurs des Amériques, organisé en partenariat avec l'USDA.
- Séminaire sur la biotechnologie et la biosécurité pour les avocats et membres du pouvoir judiciaire (Barreau mexicain du Collège d'avocats).
- Série de séminaires sur la biotechnologie, la biosécurité, les moyens de production biologiques et leurs applications dans le secteur agricole (INIA, Pérou).
- Séminaire sur l'état de l'agriculture bolivienne et les progrès en matière d'agrobiotechnologie (IBCE, Bolivie).
- Colloque : L'utilisation de la biotechnologie pour l'avenir de l'agriculture, organisé au Nicaragua avec le soutien de l'USDA.
- Rencontre de l'Initiative centraméricaine de biotechnologie et de biosécurité.
- Dialogue de haut niveau de politiques sur la biotechnologie agricole (HLPDAB) du Forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC), tenu au Pérou.

Une agriculture intensive en savoir

À travers 745 événements, près de 52 000 personnes ont suivi des programmes de formation ou d'échange de connaissances, sous la direction de l'IICA et de plus de 500 institutions partenaires qui favorisent les meilleures pratiques agricoles, l'innovation, la santé, le commerce, la gestion des sols et de l'eau et les opportunités de développement pour les acteurs des zones rurales. Il y a lieu de signaler les succès suivants :

- 2000 acteurs des chaînes agricoles ont reçu une formation en choix technologiques pour la production de lait à Trinité et Tobago, l'après récolte de fruits en El Salvador, le contrôle biologique avec des moyens de production biologiques pour plantes ornementales au Paraguay et la production de patate douce en Jamaïque. La formation a aussi porté sur les bonnes pratiques, la lutte

contre les ravageurs et les maladies, les évaluations économiques et des risques, la gestion du cadmium et l'empreinte carbone.

- 982 acteurs de 44 institutions ont approfondi leurs connaissances sur les accords commerciaux, la loi FSMA des États-Unis et d'autres thèmes, grâce à leur participation à des forums organisés par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'Organisme international régional de santé agricole (OIRSA), l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) et le *Codex Alimentarius*. entre autres.
- Plus de 1000 participants de 230 institutions de 20 pays ont échangé des connaissances en gestion entrepreneuriale, associative et commerciale et en valeur ajoutée.
- 880 fournisseurs de services, jeunes ruraux et agriculteurs de l'AF d'El Salvador, du Nicaragua, du Honduras, du Guatemala, du Paraguay, du Chili, d'Uruguay, du Venezuela, d'Antigua et Barbuda, de Sainte Lucie, de Saint Vincent et les Grenadines, de Granada et du Surinam ont amélioré leurs connaissances en gestion des aliments, des sols et de l'eau, en pertes d'après récolte, vermiculture, apiculture, leadership, en esprit d'entreprise et en planification.
- 700 acteurs de plus de 20 pays ont consolidé leurs capacités en bonnes pratiques agricoles, conditions en matière de SAIA, détermination des résidus des médicaments vétérinaires et en normes sur la sécurité sanitaire, entre autres thèmes.
- 244 boursiers de 18 nationalités suivent des études de maîtrise et de doctorat dans des universités mexicaines, grâce à un accord souscrit entre le Conseil national de science et de technologie (CONACYT) du Mexique et l'IICA.
- Plus de 10 000 acteurs ont reçu des informations sur la situation et les perspectives de l'agriculture et de la vie rurale des Amériques, les défis à relever pour ajouter de la valeur à l'agriculture et sur l'avenir du commerce agricole de la région. La publication conjointe de la CEPAL, la FAO et l'IICA sur la situation de l'agriculture est disponible sur <http://www.iica.int/sites/default/files/publications/files/2015/b3695e.pdf>.

Gouvernance et réunions officielles

Comité exécutif (CE)⁹

La Trente-sixième réunion ordinaire du CE s'est tenue les 23 et 24 août 2016 à San José, au Costa Rica. Des accords y ont été adoptés sur les thèmes généraux suivants :

- *Politique institutionnelle et services de coopération technique* : Le CE a approuvé le rapport annuel 2015 de l'IICA, qui résume les activités de coopération réalisées par l'Institut et fournit une information programmatique, budgétaire et financière.
- *Budget et finances* : Le CE a accueilli avec satisfaction les états financiers de l'Institut pour 2015 et le rapport des commissaires aux comptes, qui certifient le respect par l'administration des règles institutionnelles et la bonne gestion des ressources financières de l'IICA. Il a également pris connaissance du rapport sur le recouvrement des quotes-parts versées annuellement par les États membres, mis à jour le Règlement financier et réalisé le suivi de la consolidation financière de l'Institut, thème qui sera traité au cours des prochaines réunions de la Commission consultative spéciale pour les questions de gestion (CCSQG), du CE et du Conseil interaméricain de l'agriculture (le Conseil).
- *Questions relatives aux organes de direction de l'IICA* : Le CE a accueilli avec satisfaction le rapport de la Réunion ordinaire 2016 de la CCSQG et les progrès réalisés dans la mise en œuvre des résolutions de la Dix-huitième réunion ordinaire du Conseil et de la Trente-cinquième réunion ordinaire du CE.
- *Partenariats avec des organismes internationaux* : Le CE a accueilli avec intérêt le rapport de l'Organisation de l'information sur les marchés des Amériques (OIMA) et les rapports biennaux du Centre agronomique tropical de recherche et d'enseignement (CATIE) et de l'Institut de recherche et de développement agricole des Caraïbes (CARDI) pour la période 2014-2015. Le CE a prié l'IICA de continuer le soutenir la mise en œuvre des actions de coopération conjointe avec ces organisations internationales.

Réunions officielles tenues en 2016

Nom officiel	Date	Lieu	Lieu et date de publication du rapport ou mémoire de la réunion
Réunion ordinaire 2016 de la Commission consultative spéciale pour les questions de gestion (CCSQG)	22 avril 2016	Virtuellement depuis le siège de l'IICA à San José, Costa Rica	IICA, San José, Costa Rica, 30 mai 2016
Trente-sixième réunion ordinaire du Comité exécutif	23-24 août 2016	San José, Costa Rica	IICA, San José, Costa Rica, 31 octobre 2016

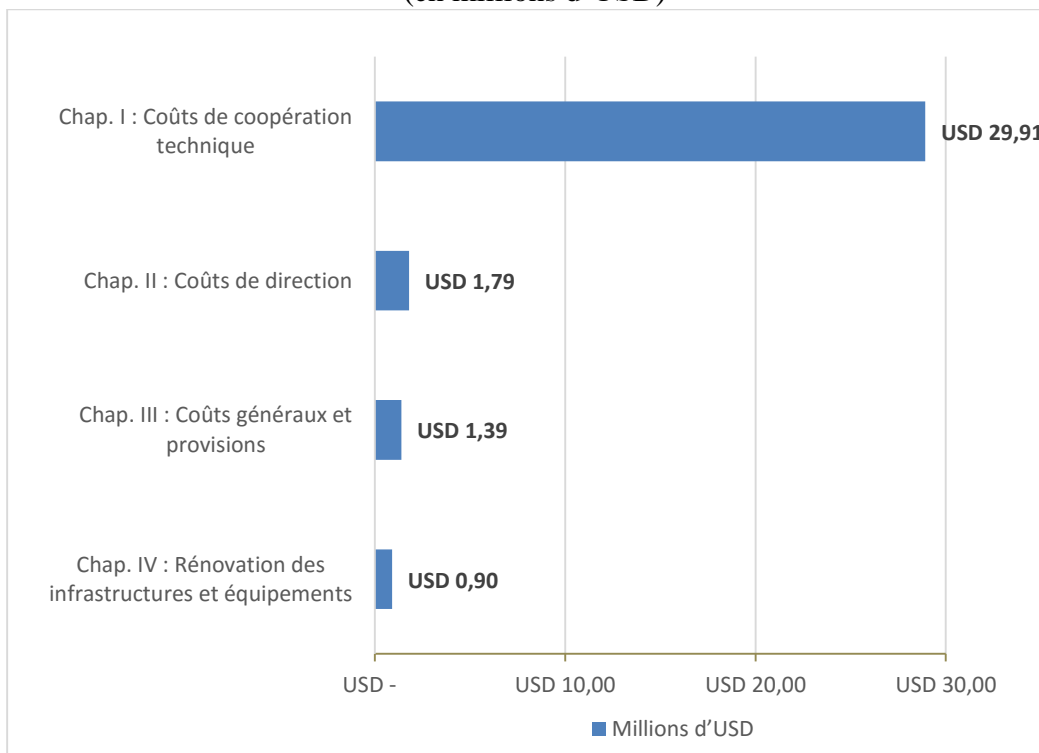
⁹ Le Comité était formé par les États membres suivants : l'Argentine, le Belize, la Bolivie, le Costa Rica, la Dominique, l'Équateur, les États-Unis d'Amérique, la Jamaïque, le Paraguay, la République Dominicaine, Sainte Lucie et le Venezuela.

Principaux résultats de la gestion institutionnelle

La programmation, la budgétisation et le contrôle de l'utilisation des ressources ont été exécutés conformément aux lignes directives fixées par le PMP 2014-2018, ce qui a facilité la coordination institutionnelle et la prestation de services de coopération technique de qualité, dans le contexte de la situation financière de l'Institut.

La programmation des résultats et des ressources budgétaires pour les instruments de coopération est alignée sur le PMP, le Programme Budget 2016-2017 approuvé par le Conseil et les normes en vigueur. En particulier, le plan d'action annuel 2016 a été alloué selon l'approbation du directeur général et son exécution du fonds ordinaire a atteint une somme de 32,99 USD, comme l'indique le graphique suivant.

Graphique 2 : Répartition de l'exécution du Fonds ordinaire par chapitre en 2016
(en millions d'USD)



* Données non auditées

Le suivi de l'exécution budgétaire du plan d'action a permis d'améliorer les opérations et de tirer parti au maximum des capacités institutionnelles. De même, des mesures rigoureuses de rationalité et d'austérité ont été prises afin d'amortir l'effet de l'augmentation des prix et des économies ont été réalisées. Tout ceci a permis à l'IICA d'être une institution efficace, à faible coût et à fort impact.

L'élargissement des capacités du Système unique de gestion institutionnelle (SUGI) représente un des progrès réalisés pour faciliter notre engagement à mettre en œuvre un modèle de coopération technique axé sur les résultats. Ce système a permis à l'IICA

de planifier, programmer, administrer, surveiller et autoévaluer tous ses projets et actions, ainsi que d'offrir un suivi rigoureux du degré de poursuite des objectifs annuels fixés par ses 55 unités opérationnelles et la mise à jour de ses plans de travail. Le SUGI a, en outre, servi de source unique d'information pour la préparation des rapports sur les résultats obtenus par ces unités.

Pour amorcer l'évaluation de la coopération technique, l'Institut a élaboré une Politique institutionnelle d'évaluation et a reçu un *coaching* permanent de la *Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)*, grâce auquel il a été possible de réexaminer les concepts associés à la gestion par résultats et de valider la méthodologie pour l'évaluation des projets de coopération et les critères et instruments nécessaires aux évaluations des projets stratégiques. Notre personnel a effectué une autoévaluation de 42 projets et actions terminés en 2016, comme un exercice interne d'amélioration permanente.

Le respect des règles institutionnelles et des engagements assumés par les projets financés à l'aide de ressources externes a pu être confirmé. Les unités auditées "in situ" étaient onze représentations de l'IICA dans les pays et quatre unités du siège, et six représentations ont été contrôlées "extra-situ". L'Institut est engagé dans la prévention, l'identification opportune et l'atténuation des risques, ainsi que dans l'amélioration permanente de ses processus de gestion.

Par ailleurs, on a avancé dans la mise à jour de divers documents à caractère stratégique pour la gestion du talent humain, notamment de la Politique d'évaluation, le Code d'éthique, la Politique de parité hommes-femmes, la Politique de prévention et de prise en charge du harcèlement sexuel et le Manuel d'identité visuelle, ainsi que des protocoles de recrutement et de sélection des ressources humaines, qui favorisent un meilleur environnement de travail fondé sur l'harmonie et l'équité. Le *Manual de adquisición de bienes y contratación de servicios*, a été perfectionné pour améliorer l'efficacité des investissements institutionnels.

Le processus d'élaboration et d'évaluation du Plan de contribution individuelle (PCI) a été intégré au SUGI, ce qui permet de rendre visibles les contributions des fonctionnaires à la poursuite des objectifs et des résultats institutionnels, d'associer leur travail aux projets et actions que l'IICA exécute pendant l'année calendaire et de mieux déterminer les charges de travail. En outre, les 607 fonctionnaires de l'Institut ont effectué plus de 2000 démarches personnelles en ligne grâce à la plateforme de gestion des talents humains SAPIENS.

Afin de promouvoir le bien-être à long terme de son personnel, l'Institut a lancé le Programme Esplendor, qui a permis à 50 personnes proches de la retraite, ou de laisser leur poste en raison de l'âge, de se préparer à cette nouvelle étape de leur vie. En outre, plusieurs campagnes de santé et de prévention des maladies ont été lancées et un programme de nutrition a été prévu grâce auquel 125 fonctionnaires ont été pris en charge lors de 612 consultations. Un suivi des plans d'alimentation a été réalisé ainsi que des réunions sur la nutrition et la santé.

Par ailleurs, dans le cadre du plan institutionnel de formation permanente, 17 activités de formations sur plusieurs thèmes ont été organisées (communication, langues, efficacité, rédaction, harcèlement sexuel et parité hommes-femmes, entre autres), et ont été appréciées par les 329 fonctionnaires bénéficiaires.

Concernant les infrastructures et les services, les installations ont été améliorées afin de les adapter aux besoins actuels des représentations et la consolidation des systèmes et équipements informatiques s'est poursuivie. Des campagnes de sensibilisation environnementale ont été lancées, en cohérence avec les principes institutionnels et ont été à l'origine de l'application de pratiques environnementales exemplaires en matière d'utilisation de l'eau, de l'énergie, du papier et d'autres intrants :

- Des groupes interdisciplinaires ont été créés par des spécialistes en planification, gestion, coopération technique, budget et contrôle, qui ont réexaminé les propositions des plans d'action annuels. Cette révision a permis à toutes les unités institutionnelles de disposer des fonds nécessaires pour exécuter leurs actions en 2016.
- La transparence dans l'utilisation des ressources a été l'un des principes persistants de gestion, c'est pourquoi tous les états financiers ont été élaborés, vérifiés et approuvés dans le respect le plus strict des normes comptables internationales US GAAP (principes de comptabilité généralement acceptés aux États-Unis).
- Le module budgétaire du système d'information financière SAP opère dans toutes les représentations de l'Institut dans les pays, ce qui permet aux unités de visualiser, en temps réel, les niveaux de disponibilité de ressources et d'améliorer leur planification financière.
- Trois plans de communication ont été formulés pour la coopération technique de l'Institut : un à portée continentale, un pour la représentation de l'IICA au Costa Rica et un autre pour celle du Pérou. En outre, plusieurs unités de l'Institut ont contribué au développement de sites web pour des projets et des initiatives de coopération nationale et internationale.
- Le Campus Virtual de l'IICA (<http://campus.iica.int/>) a été modernisé ; il s'agit d'une plateforme d'enseignement en ligne pour le bénéfice de techniciens, d'enseignants et de producteurs concernés par le secteur agricole.
- Les capacités et la portée des services de production audiovisuelle et de migration vers une plateforme multimédia *full HD*, grâce à laquelle 57 000 reproductions de matériel audiovisuel ont été réalisées, ont été consolidées.
- De nouveaux moyens virtuels ont été utilisés pour élaborer et diffuser le Rapport annuel de l'Institut, disponible sur <http://informeanual.iica.int/>.

Annexe 1

Liste de projets du Fonds de participation de l'IICA pour la coopération technique (FonCT) exécutés en 2016

Nom du projet	Pays concernés	Montant alloué en 2016 (USD)
Innovations institutionnelles pour le soutien de la gestion des processus commerciaux de l'agriculture familiale et de ses liens avec les marchés	Argentine, Chili et Pérou	68 710,00
Consolidation des systèmes officiels de surveillance des médicaments vétérinaires et promotion de l'utilisation responsable des médicaments dans l'élevage en Amérique Centrale	Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Panama	16 256,00
Gestion du savoir et développement des capacités institutionnelles pour promouvoir la gestion intégrale de l'eau dans l'agriculture familiale (GIAAF)	Pérou, Costa Rica, Nicaragua et Bureau permanent pour l'Europe (OPE)	19 480,00
Développement des capacités institutionnelles sur les approches, stratégies et méthodologies participatives pour l'inclusion optimale des jeunes dans l'agriculture et les territoires ruraux du Costa Rica, du Honduras, de la République Dominicaine et du Brésil	Costa Rica, Honduras, République Dominicaine et Brésil	44 800,00
Renforcement des capacités agroindustrielles et associatives des organisations de petits producteurs (OPP) afin de les relier aux marchés locaux en utilisant le modèle des agroindustries du commerce équitable (CJ)	Nicaragua, Costa Rica et Panama	60 007,00
Renforcement (développement d'outils de gestion institutionnelle et de communication) de la mise en œuvre des bonnes pratiques agricoles (BPA), dans la production de fruits et légumes dans les pays de la Région Sud + Bolivie	Argentine, Brésil, Bolivie, Chili, Paraguay et Uruguay	44 725,00
Système de gestion stratégique pour l'aménagement du territoire et l'agriculture familiale	Brésil, Guatemala, Équateur, Honduras, Mexique, Paraguay, Pérou, République Dominicaine et Venezuela	44 000,00
Innovation et durabilité des marchés de gros et leur lien avec l'agriculture familiale dans les Amériques	Costa Rica, Brésil, Équateur et Mexique	5 000,00
Renforcement de la gestion des ressources hydriques et systèmes d'irrigation pour les producteurs de l'agriculture familiale du Chaco du Paraguay, d'Argentine et de Bolivie	Bolivie, Argentine et Paraguay	10 714,00
Amélioration des opportunités de valeur ajoutée des petits producteurs de cacao au Pérou et en République Dominicaine	Pérou et République Dominicaine	50 714,00
Développement des institutions du sous-secteur des moyens de production biologiques commerciaux à usage agricole (inoculants et pesticides biologiques) pour favoriser une agriculture moins contaminante au Paraguay, en République Dominicaine et au Guyana	Paraguay, République Dominicaine et Guyana	36 056,00
Consolidation des processus d'innovation de l'agriculture familiale dans les pays du Cône Sud de l'Amérique	Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Paraguay et Uruguay	15 500,00
Total alloué		415 962,00

Source : Secrétariat technique du FonCT.

Annexe 2

Actions à réaction rapide exécutées en 2016

Année de début	Pays	Nom résumé	Montant alloué en 2016 (USD)
2016	Belize	Développement des capacités dans les fermes écoles afin d'améliorer le bien-être de six communautés autochtones du Sud du Belize	13 207,00
2016	Belize	Appui pour l'évaluation des dommages des ouragans et amélioration de la surveillance et de la collecte des données grâce à une technologie moderne au Belize	16 225,00
2015	Bolivie	Conception et mise en œuvre d'un modèle d'information et de communication pour la gestion du savoir relatif au quinoa et aux céréales andines	1300,00
2015	Brésil	Soutien de la consolidation du partenariat stratégique avec le Fonds financier pour le Développement du bassin du Plata (FONPLATA) au moyen d'activités préparatoires en vue de la mise en œuvre d'un projet de renforcement de la chaîne ovine du Paraguay	19 080,00
2016	Brésil	Consolidation du Secrétariat technique exécutif du Forum régional des gestionnaires publics responsables des actions de promotion de l'agriculture familiale du nord-est du Brésil	15 000,00
2016	Colombie	Renforcement des capacités techniques et entrepreneuriales pour les petits producteurs des zones mises en priorité par le PMA	50 000,00
2015	Costa Rica	Proposition de réactivation et de renforcement du Système national de recherche et de transfert de technologie agricole (SNITTA) du Costa Rica	12 750,00
2015	Costa Rica	Refonte de la structure de l'INTA du Costa Rica	19 193,00
2016	Costa Rica	Analyse de l'agriculture costaricienne selon le contexte du pays en vigueur dans le commerce international	10 000,00
2015	Dominique	Initiatives de réhabilitation du secteur agricole pour les communautés rurales de la Dominique après le passage de la tempête tropicale Erika	33 750,00
2015	Équateur	Coopération technique visant à normaliser les emballages et les mesures des principaux produits agricoles de vente en gros	50 000,00
2016	El Salvador	Soutien aux groupes de producteurs de café afin de relancer le secteur caféier en El Salvador	3550,00
2015	Grenade	Réhabilitation de l'industrie du coco à la Grenade par la fourniture et la création de cultivars précoces améliorés, à haut rendement, résistants aux maladies (jaunissement mortel), et de bonne qualité gustative (jus/gelée/huile)	20 000,00
2016	Guatemala	Formulation et gestion du Plan stratégique de la chaîne agricole du cacao au Guatemala (ENAC)	34 500,00
2016	Guatemala	Appui à la mission d'élaboration d'une proposition pour la production de grana cochenille au Guatemala	4413,00
2016	Continent américain	IIIème Semaine de l'ECADERT	--
2016	Continent américain	Processus de restructuration du Forum des Amériques pour la recherche et le développement agricole (FORAGRO)	26 113,00

2016	Jamaïque	Développement des grains de café Blue Mountain enrobés de chocolat en Jamaïque	8 310,00
2016	Jamaïque	Structure de la population du pathogène de la rouille de la feuille du caféier (<i>Hemileia. Vastatrix</i>) en Jamaïque	49 912,00
2015	Mexique	Construction d'un diagnostic territorial participatif pour la gestion du financement d'un projet AT-SIAL dans la forêt lacandone	13 978,00
2015	Mexique	Projet de suivi de la création d'opportunités, accès aux marchés et questions de coopération internationale	9300,00
2016	Panama	Soutien du Plan directeur de l'Agro en vue du repositionnement du secteur agricole dans l'Ouest du Panama I	34 204,00
2016	Panama	Appui au Plan directeur de l'Agro en vue du repositionnement du secteur agricole dans l'Ouest du Panama II	9614,00
2015	Pérou	Plan stratégique sectoriel pour l'amélioration des services publics de soutien aux exportations agricoles du Pérou	10 998,00
2016	Sainte Lucie	Soutien de la restructuration du St Lucia Marketing Board (SLMB) et de la St. Lucia Fish Marketing Corporation (SLFMC)	15 425,00
2015	Saint Christophe et Niévès	Accroître la rentabilité de l'industrie des mangues à St Christophe et Niévès par une meilleure utilisation de produits à valeur ajoutée	4770,00
2016	San Vincent et les Grenadines	Soutenir le développement d'une industrie du café à St Vincent et les Grenadines	23 285,00
2015	Surinam	Recherche et développement sur la production et l'industrie de l'oignon au Surinam avec l'aide de la République Dominicaine	4700,00
2015	Uruguay	Eléments scientifiques pour la prise de décisions fondées sur les risques de l'ouverture de marchés pour la viande ovine dans un pays exempt de fièvre aphteuse avec vaccination	3325,00
2016	Uruguay	Participation à la diminution des résidus d'insecticides dans les viandes uruguayennes	25 000,00
2016	Venezuela	Consolidation des institutions du ministère du Pouvoir populaire pour l'agriculture productive et les Terres en matière de gestion des risques et de la prise en charge des animaux en cas de catastrophe au Venezuela	10 000,00
Total			551 902,00

Source : Direction de la programmation et du budget.

Annexe 3

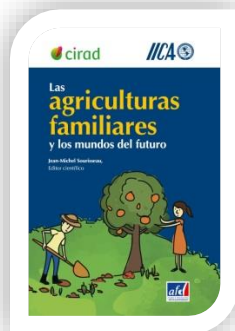
Produits du savoir de l'IICA

<p>Alliance des services d'information agricole SIDALC www.sidalc.net</p>	<p>L'Alliance, composée de 175 institutions nationales de 22 pays, a facilité l'accès à 3 millions de références et à 238 095 documents de texte intégral inclus dans 345 bases de données. Le nombre de visiteurs uniques s'est élevé à 3,7 millions et celui de ceux qui sont fait deux ou plusieurs visites à 1,3 millions. Les utilisateurs ont partagé 59 072 articles et documents, ce qui représente une mobilisation de plus de 2,3 millions d'USD en échange de connaissances.</p>
<p>Répertoire des ressources pour la gestion de l'information – IMARK www.imarkgroup.org AgriPerfiles http://agriperfiles.agri-d.net/</p>	<p>Avec la FAO et d'autres organismes internationaux, des cours gratuits supplémentaires ont été ajoutés sur la capitalisation des expériences pour la formation continue et sur la rédaction scientifique et technique. L'Institut a dirigé l'adaptation et l'exploitation en ALC du système VIVO, dont la base d'information sur les professionnels et les spécialistes en agriculture des Amériques a été élargie. Actuellement cette plateforme contient 2054 profils de professionnels associés à plus de 1762 organisations.</p>
<p>Réseau de gestion de l'innovation dans le secteur agroalimentaire Red INNOVAGRO www.redinnovagro.in</p>	<p>Ce réseau a fourni des contenus pour la formation d'au moins 3500 personnes en innovation, sécurité alimentaire et changement climatique. Il a également facilité l'échange d'expériences au cours de trois tournées technologiques et a rapporté 42 cas de succès du secteur agricole mexicain. Le portail web a enregistré 64 684 visites et les pages des réseaux sociaux, 4039 fans sur Twitter et 1265 sur Facebook.</p>
<p>Observatoire de gestion des risques et des assurances agricoles http://apps.iica.int/observatorio-girsa/</p>	<p>Le cadre conceptuel, la structure, le contenu et les mesures de durabilité de cet observatoire ont été développés avec l'Association latinoaméricaine pour le développement de l'assurance agricole (ALASA) et la Fédération interaméricaine des compagnies d'assurances (FIDES). Les indicateurs de rendement du marché des assurances dans les pays du Cône Sud ont aussi été actualisés.</p>
<p>Site web de l'IICA www.iica.int</p>	<p>En 2016 l'IICA a publié 45 livres et documents techniques, tous disponibles en format numérique et sous licence <i>Creative Commons</i>.</p>

Exemples de publications récentes :



[Metodología de evaluación de cadenas agroalimentarias para la identificación de problemas y proyectos](#)



[Las agriculturas familiares y los mundos del futuro](#)



[Buenas prácticas en la elaboración de mapas de suelo](#)

Source : Centre interaméricain d'information et de production éditoriale de l'IICA.

Annexe 4

Nombre de boursiers qui suivent des études de maîtrise et de doctorat dans les universités mexicaines dans le cadre du programme des 100 bourses CONACYT-IICA (promotion 2016)

Pays	Maîtrises*	Doctorats	Total
Argentine	8	4	12
Belize	2	0	2
Bolivie	1	5	6
Bésil	1	3	4
Chili	8	2	10
Colombie	93	35	128
Costa Rica	1	4	5
Équateur	15	6	21
El Salvador	4	3	7
Guatemala	2	1	3
Haïti	5	1	6
Honduras	3	1	4
Nicaragua	2	3	5
Panama	1	1	2
Paraguay	1	1	2
Pérou	4	4	8
Uruguay	2	3	5
Venezuela	7	7	14
Total	160	84	244

Source : Centre de promotion des capacités techniques et du leadership de l'IICA.

* Spécialités et maîtrises comptabilisées ensemble.

** Depuis le début du programme, 195 étudiants ont été diplômés ou sont en voie de l'être.

*** Le programme a bénéficié à 930 personnes depuis 2012.

Sigles

AF	Agriculture familiale
ALASA	Association latinoaméricaine pour le développement de l'assurance agricole
ALC	Amérique Latine et Caraïbes
AT-SIAL	Activation territoriale dans une approche de systèmes agroalimentaires localisés
CAC	Conseil agricole d'Amérique Centrale
CARDI	Institut de recherche et de développement agricole des Caraïbes
CAS	Conseil agricole du Sud
CCSQG	Commission consultative spéciale pour les questions de gestion (IICA)
CE	Comité exécutif (IICA)
CEPAL	Commission économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes
CONACYT	Conseil national de science et de technologie (Mexique)
COP22	XXIIème Conférence internationale sur les changements climatiques (CMNUCC)
COSAVE	Comité de santé végétale
CVP	Comité vétérinaire permanent
DTI	Aménagement inclusif du territoire
ECADERT	Stratégie centraméricaine de développement rural territorial
EnDev	Projet Energising Development (GIZ)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FonCT	Fonds de coopération technique (IICA)
GIZ	<i>Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit</i> (Allemagne)
IBCE	Institut bolivien du commerce extérieur
IICA	Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture
INIA	Institut national d'innovation agricole (Pérou)
INTA	Institut national d'innovation et de transfert de technologie agricole (Costa Rica)
Le Conseil	Conseil interaméricain de l'agriculture (IICA)
NAP Expo	National Adaptation Plans Expo
OIMA	Organisation d'information sur les marchés des Amériques
OMS	Organisation mondiale de la santé
OPE	Bureau permanent pour l'Europe (IICA)
PMP	Plan à moyen terme (IICA)
PRIICA	Programme régional de recherche et d'innovation par chaînes de valeur agricoles
PROCINORTE	Programme coopératif de recherche et technologie agricole pour la Région Nord
PROCISUR	Programme coopératif pour le développement technologique agroalimentaire et agroindustriel du Cône Sud
PROCITROPICOS	Programme coopératif de recherche, développement et innovation agricole pour les tropiques sudaméricains
PROMECAFÉ	Programme coopératif régional pour le développement technologique de la culture du café
SAIA	Santé agricole et sécurité sanitaire des aliments
SENASA	Service national de santé agricole (Pérou)
SUGI	Système unique de gestion institutionnelle (IICA)
UE	Union Européenne
USDA	Ministère de l'agriculture des États-Unis



Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture

SIÈGE / Boîte postale 55-2200 San José, Vázquez de Coronado,
San Isidro 11101, Costa Rica

Tel.: (+506) 2216-0222 / Fax: (+506) 2216-0233

Adresse électronique: iicahq@iica.ac.cr

www.iica.int

